

Séance pancanadienne de concertation avec les collectivités Le 10 novembre 2021, rapport sommaire

L'objectif des séances de concertation avec les collectivités sur la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs (SIDR) était de lancer et de faciliter un large dialogue concernant l'élaboration d'une stratégie à long terme pour la gestion des déchets radioactifs canadiens de faible et moyenne activité. Nous abordons cet objectif en écoutant le point de vue de participants de plusieurs collectivités canadiennes. L'élaboration de la stratégie s'appuie sur une série de principes directeurs et d'objectifs qui guident notre exploration des questions et les enjeux clés discutés lors de nos événements. Le présent rapport sommaire détaille, à l'intention de toute personne qui aurait manqué une séance organisée pour une collectivité en particulier ou qui souhaite donner son point de vue sur ce sujet, ce que nous ont dit les participants lors de la séance ouverte pancanadienne du 10 novembre.

Les séances se sont ouvertes par une déclaration reconnaissant le territoire où nous nous trouvons et exprimant de la gratitude à son égard. Cette déclaration a été suivie d'une présentation du sujet et d'un aperçu de la logistique de la soirée. Les séances ont offert aux participants et participantes plusieurs occasions d'intervenir, de donner leur avis et de poser des questions sur diverses questions.

Des gens nous ont dit qu'il était de notre responsabilité collective de trouver une solution pour gérer les déchets et de ne pas laisser aux générations futures le fardeau d'avoir à déterminer comment les traiter. Ce principe s'applique également, selon eux, aux déchets dangereux qui ne sont pas radioactifs. S'occuper de nos déchets aujourd'hui doit être au premier plan de notre processus décisionnel et nous ne devons pas reporter la résolution de ce problème.

Une fois les participants entrés la salle de discussion en groupe, ils ont été invités à associer les mots qui leur venaient à l'esprit lorsqu'on évoque la question de la « gestion des déchets radioactifs canadiens ».

Certains participants ont pensé à l'organisme de réglementation fédéral (CCSN) lorsqu'on leur a demandé ce qui leur venait en tête lorsqu'ils entendaient les termes « gestion des déchets radioactifs canadiens ». D'autres ont pensé aux producteurs de déchets (Bruce Power, OPG) et à la complexité de la question.

Nous avons décrit les principes qui guident chaque aspect du projet de la SIDR et nous avons demandé aux participants d'examiner ces principes et de nous dire si quelque chose avait été omis ou devrait être modifié.

Nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que les principes directeurs abordaient ou reflétaient les aspects les plus importants qu'une stratégie canadienne de gestion à long terme des déchets radioactifs devrait inclure et que nous devons garantir. Les participants ont indiqué que la sûreté était un aspect clé, que l'environnement devait être protégé et que les droits et les traités des Autochtones devaient être respectés.

Nous avons également entendu certains participants dire qu'ils veulent être éclairés par les meilleures connaissances disponibles et que nous devons rester ouverts à l'amélioration continue, à l'incorporation des leçons apprises et à l'adaptation des pratiques de gestion. Ils estimaient que la stratégie ne devrait jamais devenir complètement figée et que les principes directeurs de l'adaptabilité et de la flexibilité devraient être intégrés à la SIDR.

Des participants ont indiqué que la sûreté, la protection de l'environnement et les droits des Autochtones comptent davantage que le coût, mais que nous devons examiner les coûts à long terme pour assurer une gestion financière responsable du projet.

Nous avons demandé quelle serait la meilleure façon de gérer à long terme les déchets canadiens de faible et moyenne activité.

Des participants nous ont dit que les présentations vidéo étaient utiles, mais qu'il y avait beaucoup d'informations à assimiler. Certaines personnes ont dit qu'elles estimaient qu'elles ne connaissaient pas suffisamment les procédés pour se prononcer sur la meilleure solution à adopter.

Nous avons entendu des préoccupations concernant la caractérisation des déchets de faible activité et la plus longue durée de vie de certains déchets, ainsi que la préoccupation concernant la circulation potentielle des radionucléides dans l'environnement au fil du temps. Des participants ont dit qu'il sera important de faire en sorte que les décisions soient prises par des experts, plutôt que par des bureaucrates, afin qu'une stratégie appropriée soit élaborée et mise en œuvre et que cette stratégie tienne compte d'activités telles que le déclassé et l'inclusion des déchets issus de technologies plus récentes, comme les petits réacteurs modulaires.

Nous avons également entendu certains participants dire qu'ils estimaient qu'il restait encore beaucoup d'autres informations à communiquer au public pour lui permettre de mieux comprendre les meilleures pratiques à privilégier et les coûts du projet.

En outre, certains participants voulaient en savoir plus sur les déchets des mines et des usines de concentration d'uranium et sur les raisons pour lesquelles la stratégie visait en priorité les déchets de faible et moyenne activité.

Nous avons entendu des participants appuyer fortement l'idée d'agir maintenant et d'éviter de tergiverser pour établir un consensus sur la forme que devrait prendre le stockage à long terme. Compte tenu de la fermeture et du déclassé futurs des réacteurs actuels, il est important que nous cherchions à déterminer de manière proactive la façon dont nous gérerons à long terme nos déchets.

Nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que nous devrions avoir un seul ou plusieurs sites pour gérer les déchets radiatifs.

Des participants nous ont dit qu'un seul ou plusieurs sites conviendraient, à condition que l'approche choisie soit sûre.

Certaines personnes ont dit qu'il serait difficile pour eux de faire un choix, car elles avaient l'impression de ne pas disposer des informations et des connaissances nécessaires pour prendre une telle décision. Nous avons entendu que le sujet était complexe et que les gens avaient du mal à le comprendre, mais qu'ils étaient préoccupés par les déchets nucléaires, même s'ils convenaient que cette technologie a ses avantages. Des participants ont déclaré que davantage d'éducation serait nécessaire pour que les gens possèdent l'information nécessaire pour prendre des décisions appropriées.

L'une des considérations qui se sont dégagées de la discussion concernait le transport qui serait nécessaire si les déchets étaient envoyés vers un site centralisé ainsi que les risques associés aux déplacements des déchets sur de longues distances entre les provinces. Certains ont estimé que cela n'aura pas d'importance au bout du compte si les solutions choisies sont sûres.

Pour ce qui est du choix entre une ou plusieurs installations, nous avons constaté un appui en faveur de la séparation des déchets de faible et moyenne activité dans des installations distinctes. Nous avons également entendu que le regroupement des déchets pourrait être une bonne idée, à condition que la sûreté ne soit pas compromise. Des participants ont déclaré que la solution choisie devait être responsable sur le plan financier, que l'on opte pour un seul ou plusieurs sites.

Nous avons entendu des personnes souligner l'importance d'utiliser le savoir autochtone et le fait qu'il peut être difficile pour les spécialistes techniques et les ingénieurs de comprendre la nature à très long terme de leurs décisions. Le concept autochtone des Sept générations pourrait aider les gens à considérer d'un nouveau point de vue ces décisions à très long terme. Nous avons entendu que le respect des droits autochtones était important, mais que toutes les décisions devraient également être responsables sur le plan financier.

Nous avons demandé aux participants qui (quel type d'organisation) devrait, selon eux, être responsable de la mise en œuvre de la stratégie.

Certains participants se sont montrés méfiants à l'égard des propriétaires de déchets et ne pensaient pas que ces derniers devraient être responsables de la gestion des déchets. Les participants ont convenu, cependant, que les propriétaires de déchets devraient financer la gestion des déchets.

Nous avons entendu que des organisations indépendantes seraient préférables pour garantir que les installations de déchets seront conçues correctement et répondront aux exigences de sûreté. Nous avons entendu que l'organisation responsable pourrait être une organisation existante, ou

une nouvelle organisation, mais que les producteurs de déchets ne devraient pas avoir le pouvoir de prendre des décisions sur les solutions à adopter, bien qu'ils doivent en assumer la responsabilité financière.

Des participants nous ont dit que nous devons veiller à ce que l'organisation responsable soit en place pour longtemps. Nous avons également entendu qu'il est important que toutes les parties concernées travaillent ensemble. Nous avons entendu parler d'autres cultures/pays qui prennent soin de leur environnement sur de longues périodes : par exemple, les bonsaïs japonais sont transmis de famille en famille depuis 300 à 1000 ans et les peuples autochtones prennent soin de leurs terres depuis plusieurs générations.

Nous avons conclu l'événement par une période de questions-réponses dirigée par Karine Glenn, la directrice de ce projet stratégique.